



056

AVIS D'APPEL D'OFFRES

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° /AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2026 DU 16 JUIL 2026 POUR CONTRÔLE TECHNIQUE, GEOTECHNIQUE ET SURVEILLANCE DES TRAVAUX DE L'ENTRETIEN DU TRONÇONS DE ROUTES : BAWURU (lim N) -AKWAYA (inter N6b) -FRONTIER NIGERIA (48,91) ; EYUMOJOCK- OTOU- EKANG-FRONTIERE NIGERIA (28.7km), BISONG ABANG (inter N6) - OSSING- NGUTI-inter N3 (54km) DANS LE DEPARTEMENT DE LA MANYU, REGION DU SUD-OUEST.

FINANCEMENT : BUDGET DU MINTP-LIGNE FONDS ROUTIER, EXERCICES 2026,2027 ET 2028

1. Objet de l'Appel d'Offres

Le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance pour le compte du Gouvernement Camerounais un Appel d'Offres National Ouvert pour le contrôle technique, géotechnique et la surveillance des travaux de bitumage de certaines routes régionales dans la Région du Sud-ouest.

2. Consistance des Prestations

Les prestations à réaliser dans le cadre de ce Marché sont dévolues en cinq (5) missions :

- ❖ Mission 1 DET : Direction de l'exécution des contrats de travaux ;
- ❖ Mission 2 OPC : Ordonnancement, pilotage et coordination du chantier ;
- ❖ Mission 3 AOR : Assistance aux opérations de réception ;
- ❖ Mission 4 : Contrôle géotechnique de l'exécution des travaux ;
- ❖ Mission 5 : Assistance géotechnique aux opérations de réception.

Les prestations du cocontractant sont définies de manière plus détaillée dans les Termes de Références.

3. Allotissement

Le présent appel d'offres porte sur un (01) seul lot présenté comme suit :

N° Lot	Régions	Tronçons	Type d'intervention	Délai (mois)
01	Sud-Ouest	BAWURU (LIM N) -AKWAYA (inter N6b) -FRONTIER NIGERIA (48,91km)	Contrôle technique et surveillance des travaux	19 mois (18 mois pour le contrôle et 01 mois pour la période de garantie,
		EYUMOJOCK- OTOU- EKANG-FRONTIERE NIGERIA (28.7km)		
		BISONG ABANG (inter N6)- OSSING- NGUTI-inter N3 (54km)		

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de deux cent millions (200 000 000) Francs CFA Toutes Taxes Comprises

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai d'exécution est de vingt-quatre (19 mois calendaires, soit vingt-trois (18) mois pour la surveillance et le contrôle technique des travaux et un (01) mois pour la période de garantie. Ce délai court à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer les prestations.

888

6. Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est restreinte à égalité des conditions aux bureaux d'études ou groupement de bureaux d'études de droit camerounais, du sous-secteur d'activité « routes », de catégorie A, B et C

7. Financement

Les travaux objet, du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget du Ministère des Travaux Publics, Ligne Fonds Routier - Exercices 2026, 2027 et 2028.

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est « en ligne (Online) ». Autrement dit, la soumission hors ligne n'est pas possible.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives une caution-de soumission timbrée, acquittée à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à sept cent cinquante Mille (750 000) francs CFA accompagnée du récépissé de dépôt par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC), et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence du cautionnement de soumission (Caution + Récépissé CDEC) entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Un cautionnement (caution et CDEC de soumission produit mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concerné est considéré comme absent. Le cautionnement de soumission présenté par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable ;

Sous peine de rejet, le cautionnement provisoire devra être produit en original et postérieure à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office dès publication des résultats de l'attribution pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est attributaire du Marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif.

Les chèques bancaires même certifiés ne sont pas acceptés en lieu et place du cautionnement provisoire

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

La Version physique du Dossier d'Appel d'Offres peut être consultée à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4ème étage à l'immeuble siège du MINTP sise au quartier administratif à Etoudi à côté de la mairie de Yaoundé 1^{er}, et la version électronique, sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.Publiccontracts.cm>, et <http://www.marchespublics.cm>, dès publication du présent avis

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier d'Appel d'offres pourra être obtenu dans les services du Maître d'ouvrage, Le dossier d'Appel d'Offres sera obtenu à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4ème étage à l'immeuble siège du MINTP sise au quartier administratif à Etoudi à côté de la mairie de Yaoundé 1^{er}, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable de cent cinquante milles (150 000) F CFA au titre des frais d'achat de dossier.

Cette quittance devra identifier le payeur comme représentant l'Entreprise désireuse de participer à l'Appel d'Offres.

12. Remise des offres

La soumission se fera exclusivement en ligne, l'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COI EPS, au plus tard, le 4 AOÛT 2026 à 11 heures.

Par ailleurs, deux copies de sauvegarde de l'offre, enregistrées sur clés USB non compressées, devront être transmises sous pli fermé. L'une contiendra les dossiers Administratif et Technique, et l'autre le dossier Financier. Ces supports devront être accompagnés :

- de l'accusé de réception de dépôt sur la plateforme dédiée,
- de l'original de la caution de soumission et du récépissé de dépôt à la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC).

§ 88

L'ensemble devra être déposé au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, situé au 4^{ème} étage du nouveau bâtiment abritant certains services centraux du Ministère, sis au quartier Etoudi, au lieu dit quartier administratif, et déposé contre récépissé au plus tard le 4 AOÛT 2026 à 11h00.

Ce pli devra porter clairement la mention :

N° 056 APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT DU 16 JUIL 2026 POUR
/AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2026
CONTROLE TECHNIQUE, GEOTECHNIQUE ET SURVEILLANCE DES TRAVAUX DE
L'ENTRETIEN DU TRONÇONS DE ROUTES : BAWURU (lim N) -AKWAYA (inter N6b) -
FRONTIER NIGERIA (48,91km), EYUMOJOCK- OTOU- EKANG-FRONTIERE NIGERIA
(28.7km), BISONG ABANG (inter N6) - OSSING- NGUTI-inter N3 (54km) DANS LE
DEPARTEMENT DE LA MANYUREGION DU SUD-OUEST.

« Copie de sauvegarde + cautionnement »

Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à Transmettre.]

13. Recevabilité des plis

La soumission se fera exclusivement en ligne ; l'offre devra être transmise par le Soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 24 AOÛT 2026 à 11 heures.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis non-conformes au mode de soumission

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence du récépissé CDEC et de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en deux temps.

L'ouverture des pièces administrative et offres techniques aura lieu le 24 AOÛT 2026 à 12 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux de Construction et de Réhabilitation des Infrastructures (CIPM-TCRI) auprès du Ministère des Travaux Publics siégeant à sa salle de réunion au troisième étage de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics du Centre à Yaoundé.

Seules les offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique qualificative de 70/100 seront ouvertes par la même Commission et dans la même salle à une date ultérieure après publication des résultats de l'évaluation technique.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule

888

- personne de leur choix dûment mandatée, même en cas de groupement d'entreprise.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission à l'exception du cautionnement, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

15.1-Critères éliminatoires

Il s'agit notamment de :

a) Pour le dossier administratif :

- L'absence et la non-conformité du cautionnement de soumission (Caution + CDEC) à l'ouverture des plis ;
- La non-production au-delà de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente excepté le cautionnement de soumission (Caution + CDEC);

b) Pour l'Offre technique :

- Avoir obtenu une note technique inférieure à 70 points sur 100 ;
- L'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois dernières années ;
- L'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- L'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- L'absence du chef de mission remplissant les conditions de qualification et d'expérience spécifiques demandées dans le RPAO à savoir :
 - Formation de base : Ingénieur du Génie Civil (BAC+3-ou plus),
 - Expérience générale en BTP : au moins dix (10) ans.
 - Expérience spécifique : Avoir été Ingénieur de suivi dans au moins deux (02) projets de routes (construction ou réhabilitation ou entretien) de 60 000 000 millions chacun, ou avoir occupé le poste de Chef de Mission de contrôle dans au moins un (01) projet des travaux de routes (construction ou réhabilitation ou entretien)
- L'absence La note méthodologique ;
- L'absence d'une capacité financière d'un montant minimum de soixante (60 000 000) F CFA, Justifiée par une attestation signée par une Banque de premier ordre agréée par le MINFI ;

c) Pour l'Offre financière :

- L'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- L'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE, les SDPU) ;

d) Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées

e) Non-respect du format de fichier des offres ;

15.2-Critères essentiels

Les offres techniques seront évaluées sur cent (100) points selon les critères essentiels suivants :

- a- Qualification et expérience des experts affectés à l'opération (sur 57 points) ;
- b- Moyens techniques, logistiques et matériels à mettre en place (sur 23 points).
- c- Références du bureau de contrôle/groupement de bureau de contrôle (sur 20 points) ;

Les critères et sous-critères essentiels sont détaillés, dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

N.B : Tout agent public listé parmi le personnel d'un soumissionnaire et qui n'a pas présenté un document susceptible de justifier sa libération de l'Administration, sera considéré comme non valable.

16. Attribution

β 2 3

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la mieux disante par combinaison des critères techniques et financiers.

Par ailleurs, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de ne pas attribuer le marché dans le cadre du présent appel d'offres à un soumissionnaire qui, titulaire d'un contrat en cours au sein du MINTP, a des performances peu satisfaisantes (mise en demeure dont l'évaluation a été jugée non satisfaisante ou constat de défaillance notifié dans les six mois précédant l'attribution ou contrat en cours de résiliation).

17. Nombre maximum de lots

RAS

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent tenus par leurs offres pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus auprès de la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4ème étage du bâtiment A de l'immeuble siège du MINTP sise au quartier administratif à Etoudi au lieu dit quartier administratif, ou à la Direction des Études Techniques Routières et Ouvrages d'Art du Ministère des Travaux Publics, ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>

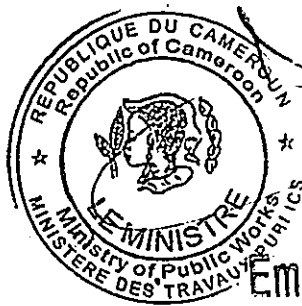
20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

YAOUNDE, LE 16 JUIL 2026

Copies :

- MINMAP
- ARMP (pour publication et archivage)
- Maître d'Ouvrage
- Président CIPM-TCRI
- Affichage chrono



Emmanuel NGANOU D.



CALL FOR TENDERS

056

OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS

No. /AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2026 OF. 056 JUL 2026 FOR THE TECHNICAL AND GEOTECHNICAL CONTROL AS WELL AS THE SUPERVISION OF MAINTENANCE WORKS ON THE FOLLOWING ROAD SECTIONS: BAWURU (North limit) - AKWAYA (Inter N6B) - NIGERIA BORDER (48.91 KM); EYUMOJOCK - OTOU - EKANG - NIGERIA BORDER (28.7 KM), BISONG ABANG (Inter N6) - OSSING - NGUTI - Inter N3 (54 KM) IN MANYU DIVISION, SOUTH-WEST REGION.

FINANCING: MINTP BUDGET – ROAD FUND LINE, 2026.2027 AND 2028 FINANCIAL YEARS.

1. Subject of the Call for Tenders

The Minister of Public Works, Project Owner, hereby issues on behalf of the Government of Cameroon, an Open National Call for Tenders for the technical and geotechnical control as well as the supervision of pavement works on some regional roads in the South-West Region.

2. Scope of Services

The services to be provided under the contract includes the following five (5) missions:

- ❖ Mission 1, WEM: Works Contract Execution Management;
- ❖ Mission 2, SMC: Scheduling, Management and Coordination of work site;
- ❖ Mission 3, AAO: Assistance to Acceptance Operations;
- ❖ Mission 4: Geotechnical control of works execution;
- ❖ Mission 5: Geotechnical assistance during acceptance operations.

The contracting partner's services are clearly defined in the Terms of Reference.

3. Allotment

This Call for Tenders is made of one (1) lot as follows:

Lot No.	Regions	Road Sections	Type of Intervention	Time Frame (Months)
1	South-West	BAWURU (NORTH LIM) - AKWAYA (Inter N6B) - NIGERIA BORDER (48.91 KM)	Technical control and supervision of works	19 months (18 months for control and 1 month of warranty period)
		EYUMOJOCK - OTOU - EKANG - NIGERIA BORDER (28.7 KM)		
		BISONG ABANG (Inter N6) - OSSING - NGUTI - Inter N3 (54 KM)		

4. Estimated Cost

The estimated cost of the operation at the end of preliminary studies is two hundred million (2,000,000,000) CFA francs, including taxes.

5. Estimated Execution Time Frame

The execution time frame is twenty-four (24) calendar months, including twenty-three (23) months for the supervision and technical control of works execution and a one (1) month of warranty period. This time frame shall take effect from the date of notification of the Order to Commence Service Delivery.

6. Eligibility

Participation in this Call for Tenders is limited, under equal conditions, to categories A, B, and C technical consulting firms or consortia of technical consulting firms governed by Cameroon law in the "Roads" sub-sector.

7. Financing

Works under this Call for Tenders shall be financed by the Budget of the Ministry of Public Works, Road Fund Line - 2026, 2027 and 2028 Financial Years.

8. Bidding Method

The bidding method chosen for this consultation is "online". In other words, physical tender submission shall not be applicable.

9. Bid Bond

Each tenderer must enclose with their administrative documents a bid bond, paid in hand, issued by a body or financial institution approved by the Minister in Charge of Finance to issue bonds as part of public contracts, the list of which appears in Document 14 of the Tender Documents, whose amount is seven hundred and fifty thousand (750,000) CFA francs. This should be accompanied by the deposit receipt from the Deposits and Consignments Fund (CDEC) and valid for up to thirty (30) days beyond the initial date of validity of the tenders. Absence of the bid bond (bid bond + CDEC receipt) shall result in the outright rejection of the tender. A bid bond (bid bond + CDEC receipt) provided but having no connection with the consultation in question shall be deemed to be absent. A bid bond presented by a tenderer during the bid opening session shall be rejected.

Under penalty of rejection, the provisional guarantee must be the original copy issued after the date of signature of the Call for Tenders.

The provisional guarantee of unsuccessful tenderers shall be automatically released upon publication of the contract award results. In the event where the bidder is awarded the contract, the provisional guarantee shall be released after the performance security shall have been provided.

Bank cheques, even if certified, are not accepted in place of the provisional guarantee.

10. Consultation of the Tender Documents

Hard copies of the Tender documents may be obtained during working hours in the Project Owner's offices at the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 4th floor of Block A of the headquarters building at Etoudi, administrative neighbourhood, near the Yaounde 1 Council, and soft copies on the COLEPS platform online via <http://www.publiccontracts.cm> and <http://www.marchespublics.cm>, upon publication of this Call for Tenders

11. Acquisition of Tender Documents

Tender Documents may be obtained from the services of the Project Owner, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 4th floor of the MINTP headquarters building at Etoudi located in the administrative neighbourhood, near the Yaounde 1 Council, upon presentation of the receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of one hundred and fifty thousand (150,000) CFA francs.

The said receipt must identify the payer as the representative of the contractor willing to participate in the Call for Tenders.

12. Submission of Tenders

Submission shall be "exclusively online", bids must be forwarded by bidders on the COLEPS platform no later than **24 AUGUST 2026** at 11 a.m.

Besides, two uncompressed backup copies of the bids, saved in USB drives, shall be submitted in sealed envelopes. One shall contain the administrative and technical files, and the other the financial offer. These storage devices must be accompanied by:

- the acknowledgement receipt of submission on the dedicated platform,
- the original bid bond as well as the deposit receipt from the Deposits and Consignments Fund (CDEC).

6
All bids must be submitted at the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, located on the 4th floor of the new headquarters building of the Ministry, located at Etoudi, in the Administrative Centre, accompanied with a receipt no later than 24 AOUT 2026 at 11 a.m.

It shall clearly bear the following:

056

OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS
No. 056 /AONO/MINTP/CIPM-TCRI/2026 OF 16 JUL 2026 FOR THE
TECHNICAL AND GEOTECHNICAL CONTROL AS WELL AS THE SUPERVISION OF
MAINTENANCE WORKS ON THE FOLLOWING ROAD SECTIONS: BAWURU (North limit) -
AKWAYA (Inter N6B) - NIGERIA BORDER (48.91 KM), EYUMOJOCK - OTOU - EKANG -
NIGERIA BORDER (28.7 KM), BISONG ABANG (Inter N6) - OSSING - NGUTI - Inter N3 (54
KM) IN MANYU DIVISION, SOUTH-WEST REGION.

"Backup Copy + Bld Bond"

File Size and Format

The maximum size of the files that will transit on the platform and constitute the bidder's offer shall be as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

Accepted formats shall include:

- PDF format for text documents;
- JPEG for pictures.

Candidates shall use a compression software to reduce the size of the files to be uploaded.

13. Bid Admissibility

Submission shall be "exclusively online"; and the bid must be forwarded by the bidder on the COLEPS platform no later than 24 AOUT 2026 at 11 a.m.

The Project Owner shall reject the tender for the following reasons:

- Bids not complying with the submission method.

Any bid not complying with the requirements of the Tender Documents shall be rejected. Particularly in the absence of the CDEC receipt and the bid bond issued by a body or financial institution approved by the Minister in Charge of Finance to issue bonds as part of public contracts, or failure to comply with the models of the Tender Documents, will result in the outright rejection of the tender without any recourse. A bid bond provided but having no connection with the consultation in question shall be deemed to be absent. A bid bond presented by a tenderer during the bid opening session shall be rejected.

14. Opening of Tenders

The tenders shall be opened in two phases.

Administrative and technical bids shall be opened on 24 AOUT 2026 at noon by the Internal Tenders Board for Infrastructure Construction and Rehabilitation Works (CIPM-TCRI) at the Ministry of Public Works, in the meeting room of the third floor of the Headquarters building of the Ministry of Public Works in Yaounde.

Only the financial offers of tenderers who obtained a qualifying technical score of 70/100 shall be opened by the same Tenders Board and in the same venue at a later date, after publication of the results of the technical evaluation.

Only tenderers may attend the opening session or have themselves represented by one duly mandated person of their choice, even in the event of a consortium.

Lost they be rejected, shall be submitted only the originals or true copies of the relevant administrative documents, certified by the issuing service, or a competent administrative authority, in keeping with the requirements

4

of the Special Tenders Regulation. They must date no more than three (3) months from the initial tender submission deadline or must have been established after the date of signature of the Call for Tenders.

In the event of the absence or non-compliance of any document in the administrative file during the bid opening session, with the exception of the bid bond and despite the 48-hour deadline extension granted by the Board, the bid shall be rejected.

15. Evaluation Criteria

15.1-Eliminatory Criteria

These include:

a) For the administrative file:

- Absence or non-compliance of the bid bond (Bid bond + CDEC receipt) at the opening of tenders;
- Failure to submit, after the 48-hour extension following the opening of tenders, a document deemed non-compliant or missing in the administrative file except for the bid bond (Bid bond + CDEC receipt).

b) For the Technical Offer:

- A technical score less than 70 out of 100 points;
- Absence of formal declaration that no contract has been abandoned over the past three years;
- Absence of a dated and signed integrity charter;
- Absence of a dated and signed Declaration of commitment to comply with social and environmental clauses;
- Absence of a Mission Head meeting the following specific qualification and experience requirements under the Special Tenders Regulation (STR):
 - Basic training: Civil engineer (GCE A/L+3 at least),
 - General experience in the Building and Public Works sector: at least ten (10) years.
 - Specific Experience: Must have held the position of Monitoring Engineer on at least two (2) road projects (construction, rehabilitation, or maintenance), each worth at least 60,000,000 CFA francs, or the position of Control Mission Head on at least one (1) road project (construction, rehabilitation, or maintenance).
- Absence of a methodological note;
- Absence of a financing capacity of at least sixty million (60, 000,000) CFA francs, evidenced by an attestation issued by a first-class bank approved by MINFI.

c) For the Financial Offer:

- Absence of a quantified unit price in the financial offer;
- Absence of an element of the financial offer (bid, Unit Price Schedule, Bill of Quantities, BUP — Breakdown of Unit Prices);

d) False declarations, fraud or forged documents.

e) Non-compliance with the tender file format.

15.2-Essential Criteria

Technical offers shall be evaluated out of one hundred (100) points according to the following essential criteria:

- a- Qualifications and experience of experts assigned to the operation (out of 57 points);
- b- Technical, logistical and material resources to be put in place (out of 23 points);
- c- References of the control firm/consortium (out of 20 points).

The essential criteria and sub-criteria are detailed in the Special Tender Regulations (RPAO).

Note: Any state employee listed among tenderer's staff, who failed to submit all supportive documents to justify their availability as notified by the Administration, shall not be accepted.

16. Contract Award

The Project Owner shall award the contract to the lowest bidder who meets the relevant financial and technical requirements.

8

Besides, the Project Owner reserves the right not to award the contract under this Call for Tenders to a bidder, holder of an ongoing contract with MINTP, whose performance is not satisfactory (formal notice whose assessment was deemed unsatisfactory or the failure established and notified within six months prior to the award of the contract being terminated).

17. Maximum Number of Lots

Nothing to report

18. Tender Validity

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of ninety (90) days with effect from the tender-submission deadline.

19. Further Information

Further technical information may be obtained at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 4th floor of Building A of the headquarters of MINTP, located in the administrative centre at Etoudi, or at the Department of Technical Studies for Roads and Engineering Structures of the Minister of Public Works, or online on the COLEPS platform via: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

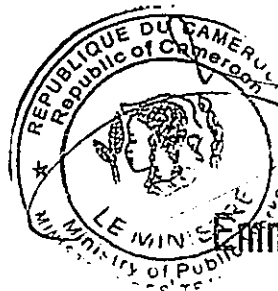
20. Fight Against Corruption and Malpractice

To report corrupt practices, facts or acts, please call CONAC on 1517 or the Public Contracts Authority (MINMAP) (SMS or call) on: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Copies:

- MINMAP;
- PCRA (for publication and filing);
- Project Owner;
- Chairperson of CIPM-TCRI;
- Notice board/Chrono.

Yaounde, 16 JUL 2026



Emmanuel NGANOU D.